

Perspectives économiques 2012-2013

Coe-Rexecode présente aujourd'hui ses projections économiques pour 2012-2013. Ces perspectives expriment notre vision des tendances de l'économie mondiale, européenne et française qui seront à l'œuvre au moment où une nouvelle équipe gouvernementale se mettra en place dans notre pays.

Nos conclusions tiennent en trois points :

1. **La nouvelle équipe bénéficiera d'un environnement économique plutôt favorable.**
2. De **grands risques subsistent pour la zone euro** en raison de ses profondes divergences.
3. **La France aura un rôle majeur à jouer** pour la stabilité européenne dans la période prochaine.

- Un nouveau cycle d'investissement productif s'est amorcé dans le monde en 2010 et il devrait conduire le **taux de croissance mondiale à 3,8 % en 2013** (après 3,3 % en 2012). Ces taux sont proches de la tendance longue. **L'Europe, fortement perturbée l'an dernier, sera entraînée par ce mouvement d'expansion générale. La France a évité la récession** et le taux de croissance économique remontera de 0,6 % en 2012 à 1,4 % ou plus en 2013. Les deux principales menaces pour la croissance mondiale des prochains trimestres sont le prix du pétrole et les contradictions internes de la zone euro.
- Pour compléter ce diagnostic conjoncturel, Coe-Rexecode a établi un dossier « *Faiblesses et atouts de la France dans la zone euro* ». Les cartographies et les données mises en perspective dans ce document font clairement apparaître **les lignes de fracture qui se creusent entre les pays de la zone euro**. La ressemblance des cartes de la compétitivité, des coûts, des déficits, de la dette, de la désindustrialisation et du chômage est spectaculaire et préoccupante. Dans l'immédiat, en assurant la liquidité des banques commerciales, la BCE a repoussé les menaces financières et calmé les marchés. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : elle n'a pas résolu les questions de fond. Elle ne peut pas les résoudre.
- Dans ce contexte, **la première faiblesse de la France, c'est la perte de compétitivité**. Depuis notre rapport sur la compétitivité France-Allemagne publié il y a un an, c'est même devenu un lieu commun. Quelques signes confirment cependant un ralentissement de cette perte de compétitivité que nous avons déjà pointé il y a quelques mois.
- La deuxième faiblesse de la France, c'est la **difficulté à réformer dans le consensus**. La conséquence en est l'accumulation de couches de dépenses publiques successives qui a conduit la France au niveau de 56,6 % du PIB, de loin le plus élevé de toute la zone euro (près de 9 points au-dessus de l'Allemagne).
- Mais la France dispose aussi d'atouts solides : une **démographie dynamique**, un Etat dont la **crédibilité financière** demeure très forte. Certaines des faiblesses actuelles (un taux d'emploi et une durée du travail faibles) **peuvent donc devenir de réelles opportunités**, à condition bien sûr que les réformes nécessaires soient poursuivies, amplifiées et menées à leur terme. C'est tout l'enjeu des débats actuels.
- En résumé, **c'est dans un contexte économique plutôt favorable que débutera prochainement, en France, un nouveau quinquennat**. Même s'ils n'ont pas disparu, les risques extrêmes pesant l'an passé sur la zone euro ont été repoussés grâce à l'intervention massive de la Banque Centrale Européenne et à un ensemble d'accords et de Traités entre pays de l'Union Européenne et de la zone euro.

Dans ce contexte, **la France a un devoir de reconvergence tout particulier, et sans doute plus impérieux que tout autre pays** à raison de son rôle clé dans la zone euro. Pour répondre aux défis de la reconvergence, il faut du temps et il faut un minimum de stabilité. C'est l'objet du Traité européen, et c'est l'objet des mécanismes de stabilité qu'il prévoit.

Or ces **mécanismes de stabilité ne peuvent tenir qu'autour de l'Allemagne et de la France**. Ces deux pays, qui représentent à peu près la moitié de la zone euro, ne peuvent « tenir » le reste que s'ils sont soudés entre eux, et indissociables.

Pour que soit évitée toute rupture, l'Allemagne a un bout de chemin à faire. C'est son intérêt. Nous avons à faire le nôtre –, par un soutien des Traités, par le retour rapide à l'équilibre des finances publiques et par une amplification des mesures concrètes de compétitivité. C'est notre intérêt, et celui de l'Europe.

Documents présentés : *Faiblesses et atouts de la France dans la zone euro*
Perspectives économiques 2012-2013

Contact presse : Camille Formentini 01 80 48 14 80 / 07 60 55 50 33
cformentini@footprintconsultants.fr

Site internet : www.coe-rexecode.fr